

- comprend, pour la première fois depuis l'établissement du GATT, des objectifs particuliers pour la négociation du secteur agricole, qui englobent non seulement une pénétration des marchés mais aussi l'application de règles de conduite multilatérales visant l'utilisation de toutes les subventions directes et indirectes et les autres mesures qui faussent le commerce;
- précise le lien entre une nouvelle clause de sauvegarde (ou importation d'urgence) et de restructuration, y compris un mécanisme pour ce qui pourrait devenir une surveillance multilatérale régularisée des politiques commerciales et autres de chaque pays. L'issue des négociations sur ce point à l'ordre du jour déterminera l'ampleur et la nature futures des échanges réglementés ou du nouveau protectionnisme;
- comprend toutes les "nouvelles questions" : propriété intellectuelle; mesures concernant les investissements liées au commerce et - par une manipulation des procédures si chère aux habitués du GATT - le commerce des services (un sujet sur lequel je reviendrai);
- précise, outre le procédé nouveau et amélioré de surveillance, une série de mesures de renforcement des structures institutionnelles et d'élaboration de règles